

Face aux dérives et scandales financiers, comment définir l'investissement socialement responsable ?



En France, de nombreuses sociétés de gestion vantent les mérites de leurs produits de placement associés au label ISR tout en restant très discrètes sur ce qu'il sous-tend réellement. Face à cette « inflation », les pouvoirs publics ont mis au point, avec l'appui de sociétés de gestion et d'associations comme Éthique et Investissement, un label visant à donner des repères pour les épargnants.

Lancé officiellement par Michel Sapin fin septembre, ce label a pour but de garantir que la construction de portefeuilles s'appuie sur une méthodologie robuste et suivie d'évaluation du comportement des entreprises sur les terrains environnementaux, sociaux/sociétaux et de gouvernance (critères ESG) : il applique ainsi les principes du développement durable aux placements financiers. Tel qu'il est à ce jour, il est encore vague et « porteur de bonne volonté » mais n'est pas encore très précis sur les critères d'analyse à retenir et sur les objectifs à atteindre pour être « labellisé ».

[Éthique et Investissement](#), a été créée il y a plus de trente ans par et pour des congrégations religieuses soucieuses de la bonne utilisation de leurs capitaux et de la nécessité de faire évoluer les comportements des entreprises. Concentrant son activité autour de trois pôles, « réflexion, formation et interpellation », elle assure la promotion de critères humains, sociaux et environnementaux, définis dans sa charte, en amont des critères de performances. Seule ou avec d'autres, elle interpelle les entreprises et les pouvoirs publics de façon concrète sur des sujets inhérents à notre contexte de mondialisation : ainsi s'est-elle récemment mobilisée dans

le cadre de l'élaboration de la proposition de loi sur le devoir de vigilance des entreprises multinationales à l'égard de leurs filiales et de leurs sous-traitants.

Cette approche, contraire à celle des Américains, n'est pas une simple « transcription mécanique » de la Pensée sociale de l'Église, basée sur l'exclusion de ceux qui en sont trop éloignés. Elle promeut une démarche constructive visant à impliquer tous les acteurs économiques afin d'être force de proposition et d'évolution pour l'économie de demain dans son ensemble.

*Geoffroy de Vienne
Président d'Éthique et Investissement*